
ASSEMBLÉE NATIONALE

RENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 34

Loi n° 3 sur les crédits, 1983-1984

Première lecture

Présenté par
M. Jacques Parizeau
Ministre des Finances

Éditeur officiel du Québec

1983

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 122 000 000 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères énumérés à l'annexe.

Cette somme apparaît aux crédits supplémentaires de dépenses du Québec pour l'année financière 1983-1984.

Projet de loi 34

Loi n° 3 sur les crédits, 1983-1984

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

122 000
000 \$ pour
1983-1984.

1. Le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 122 000 000 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1983-1984, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

ÉNERGIE ET RESSOURCES

PROGRAMME 2

Amélioration de la forêt	<u>5 000 000</u>	5 000 000
--------------------------	------------------	-----------

FINANCES

PROGRAMME 4

Fonds de suppléance	<u>40 000 000</u>	40 000 000
---------------------	-------------------	------------

INDUSTRIE, COMMERCE ET
TOURISME

PROGRAMME 2

Société de développement industriel du Québec	4 000 000	
--	-----------	--

PROGRAMME 6

Promotion et développement de l'industrie touristique	<u>5 000 000</u>	9 000 000
--	------------------	-----------

TRANSPORTS

PROGRAMME 3

Construction du réseau routier	25 000 000	
--------------------------------	------------	--

PROGRAMME 5

Gestion interne et soutien	<u>25 000 000</u>	50 000 000
----------------------------	-------------------	------------

TRAVAIL

PROGRAMME 2

Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	<u>18 000 000</u>	<u>18 000 000</u>
		122 000 000